

Mars Newsletter 2026

Latest WASH news

Table ronde n°5 du Projet WEAM par Oxfam – Rareté de l'eau et tensions dans le Sud – 12 février 2026

Oxfam au Liban a le plaisir de partager son dernier rapport, faisant suite à la table ronde sur la rareté de l'eau et les tensions, tenue dans la Békaa. Cette table ronde s'inscrit dans le cadre du projet WE'AM, qui vise à créer des espaces de dialogue entre les parties prenantes locales et à encourager des changements positifs en faveur de communautés socialement plus stables.

La table ronde, qui s'est tenue à Chtaura le 4 décembre, a réuni des parties prenantes de toute la Békaa, notamment l'Établissement des Eaux, des autorités locales, des organisations internationales et locales, ainsi que des professionnel·le·s du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et des activistes locaux et locales. L'événement a offert une plateforme pour discuter de la manière dont l'accès limité à l'eau, les infrastructures inadéquates et les inégalités perçues dans la distribution des ressources contribuent aux tensions sociales. Il a également permis de présenter la dernière note de politique publique produite par le Consortium WE'AM et d'aborder les lacunes systémiques persistantes qui menacent la sécurité hydrique, ainsi que les réformes politiques prioritaires à court et moyen terme.

Oxfam continue de mener ces activités de dialogue, avec une autre table ronde organisée sur le même thème dans le Sud le 12 février 2026. Le rapport correspondant sera partagé en temps voulu, une fois qu'il sera prêt.

Le projet WE'AM (Working for Engagement, Acceptance and Mediation) est une initiative collaborative menée par Oxfam, en partenariat avec Right to Play, SHiFT et ALEF, visant à renforcer la stabilité sociale dans 12 localités du Liban sur la période 2023-2026. Financé par l'Union européenne, le projet est mis en œuvre dans

plusieurs zones géographiques, notamment Akkar, le Nord, Beyrouth, le Mont-Liban, Baalbek-Hermel et Saïda.

L'approche centrale du projet repose sur trois piliers stratégiques : s'attaquer aux facteurs de tension au niveau communautaire, promouvoir des outils de prévention et de résolution des conflits sensibles au genre, et intégrer la stabilité sociale dans l'ensemble des programmes. La série de tables rondes WE'AM a été mise en place comme un mécanisme structuré visant à traduire les résultats de la recherche en dialogues concrets, à partager les enseignements entre les différentes parties prenantes et à éclairer la prise de décision grâce à des données en temps réel, issues directement des populations concernées.

Trois tables rondes ont déjà été organisées. S'appuyant sur ces bases, la quatrième table ronde, tenue le 4 décembre 2025, s'est concentrée sur la rareté de l'eau et les tensions, constituant une évolution naturelle vers une approche de construction de la paix environnementale, intégrant la gestion des ressources naturelles, la résilience climatique et la prévention des conflits dans un cadre programmatique cohérent.

Pour en savoir plus sur ces tables rondes, consultez le lien [ici](#). Pour découvrir la note de politique publique développée, veuillez consulter la section Publications ci-dessous.

2ème consultation multipartite sur la préparation d'un Plan de Gestion Intégrée (PGI) de la source à la mer pour la zone de Damour (27 – 30 octobre 2025) et 3ème consultation sur la Stratégie et la Loi nationales de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC), ainsi que sur le Plan de Gestion Intégrée pour la zone de Damour de la source à la mer (3–5 février 2026)

Deux événements de consultation ont été organisés à Beyrouth en octobre 2025 et en février 2026 dans le cadre du processus de mobilisation des parties prenantes pour l'élaboration du Plan de Gestion Intégrée de la zone de Damour (IMP de la zone de Damour).

Cette initiative constitue un effort de collaboration impliquant le Global Water Partnership Mediterranean, le Centre d'Activités Régionales du Programme d'Actions Prioritaires (PAP/RAC), le Centre d'Activités Régionales Plan Bleu et le Programme Hydrologique Intergouvernemental de l'UNESCO. Elle est développée

dans le cadre du Programme pour la mer Méditerranée (MedProgramme), une initiative pour la région méditerranéenne financée par le Fonds pour l'Environnement Mondial et mise en œuvre par le Plan d'Action pour la Méditerranée du PNUE.

Le PGI vise à fournir un cadre global permettant de répondre aux défis liés à l'eau et à l'environnement, de renforcer la résilience climatique et de soutenir un développement socio-économique durable tout au long du continuum « de la source à la mer », englobant le bassin versant, les aquifères ainsi que les zones côtières et marines affectées par les activités socio-économiques de la région. Son élaboration est alignée avec et soutient la mise en œuvre appropriée des lois et documents de planification libanais.

Il est élaboré à travers des analyses des parties prenantes et de la gouvernance, des études diagnostiques et des exercices de modélisation, et repose sur de vastes consultations avec les parties prenantes locales et nationales afin de garantir que les interventions soient fondées sur des données probantes et adaptées aux conditions locales pour une mise en œuvre efficace.

Le premier événement de consultation a été organisé en juillet 2025 et avait pour objectif de présenter la portée globale du projet et de recueillir les premiers retours des principales parties prenantes concernant l'approche et la méthodologie. Sur la base de ces contributions, les consultations suivantes se sont concentrées sur l'avancement du développement du PGI, notamment sur :

- L'élaboration d'un Diagnostic du système socio-écologique de la zone de Damour, basé sur l'analyse des Forces motrices, Pressions, État, Impacts et Réponses (DPSIR) menée de la source à la mer, sous la direction du GWP-Med.
- Les questions liées à la planification spatiale et à la gestion des zones côtières, sous la direction du PAP/RAC.
- La préparation d'un Plan de gestion de l'aquifère côtier de Damour, dirigée par le Programme hydrologique intergouvernemental de l'UNESCO.

Par ailleurs, le Plan Bleu RAC a facilité deux ateliers participatifs Climagine, visant à favoriser l'élaboration d'une vision commune pour la zone de Damour en impliquant activement les parties prenantes afin de réfléchir aux réalités environnementales, sociales et économiques, et de prioriser les actions pour un développement régional durable.

Ces consultations ont réuni des représentants d'institutions gouvernementales nationales, régionales et locales, du monde académique, de centres de recherche, d'organisations non gouvernementales et internationales, du secteur privé ainsi que d'autres experts afin de discuter des opportunités et des défis liés

à l'élaboration du PGI. Le processus de planification suit le Cadre Méthodologique Intégratif développé conjointement par GWP-Med, PAP/RAC et l'UNESCO IHP, qui met l'accent sur une approche holistique « de la source à la mer », plutôt que sur des plans de gestion fragmentés pour la zone côtière, les eaux de surface et les aquifères. Cette stratégie multidisciplinaire intègre l'hydrologie, l'économie et les sciences sociales afin de répondre à des problématiques complexes et vise à promouvoir une gestion durable de l'eau tout en reconnaissant les interconnexions entre les écosystèmes terrestres, d'eau douce, côtiers et marins.

Les discussions lors des consultations ont également porté sur les actions synergiques menées par les organisations susmentionnées pour soutenir le Liban dans la mise à jour de sa Stratégie et de sa Loi de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC), ainsi que pour renforcer la gestion intégrée des ressources naturelles à travers l'approche Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE) et la gestion conjointe des eaux de surface et des eaux souterraines.

Une consultation finale est prévue afin d'examiner le projet de PGI avec les parties prenantes avant sa finalisation.

Restez à l'écoute pour les principaux résultats, recommandations et prochaines étapes.

Projets français de coopération décentralisée

Mises à jour sur le projet HAUD Berdaouni



Le 30 janvier 2026, le projet HAUD-Berdaouni a tenu la première réunion du premier Comité technique (Co-tech) du Forum de l'eau, marquant une étape clé dans la mise en place d'un cadre de gouvernance concertée pour la protection du bassin versant du Berdaouni.

Le Comité technique constitue une plateforme de coordination et de concertation réunissant des institutions publiques, des municipalités, des organisations de la société civile et des acteurs académiques. Son objectif est d'appuyer la gestion durable des ressources en eau à l'échelle du bassin versant, dans un contexte de pressions croissantes liées aux activités humaines et au changement climatique.

Lors de cette première réunion en ligne, les membres ont échangé autour :

- Du rôle stratégique du Co-tech dans l'accompagnement du futur Forum du bassin versant du Berdaouni ;
- De l'état d'avancement global du projet HAUD, qui vise au lancement du FORUM ;
- Du projet de réalisation d'aménagement agro-écologiques, à l'échelle de parcelles test, permettant de limiter la consommation et la pollution de l'eau tout en améliorant la résilience de l'agriculture face aux sécheresses et aux aléas climatiques : présentation de designs.
- Du projet de réhabilitation écologique d'un milieu aquatique, en vue de ralentir l'eau, de permettre une meilleure infiltration dans les sols au profit de l'agriculture et des nappes souterraines : propositions d'options d'intervention.

Le Co-tech jouera un rôle central dans :

- Le suivi de la mise en œuvre des activités proposées au sein du FORUM et financées dans le cadre de la coopération entre la ville de Zahlé et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup (France) (3 ans) ;
- Le fonctionnement du Forum : la programmation, l'animation, et la mobilisation d'acteurs et de ressources pour répondre aux objectifs du Forum,
- Le renforcement de la coordination entre les parties prenantes et l'identification d'opportunités de collaboration future.

Les échanges ont également mis en lumière l'importance des données scientifiques partagées, de la restauration des sols vivants, du reboisement et de la réhabilitation des terrasses agricoles comme leviers concrets pour améliorer la qualité et la quantité des ressources en eau dans le bassin.

Cette dynamique collective confirme l'engagement des acteurs locaux et institutionnels à œuvrer ensemble pour préserver durablement les ressources hydriques du bassin versant du Berdaouni.

- [Rapport en français](#)
- [Rapport en arabe](#)

Actualité nationale et institutionnelle

Actualités du ministère de l'Énergie et de l'Eau

Une réunion de coordination des donateurs s'est tenue le 28 novembre 2025, au cours de laquelle une plateforme interactive, liée au tableau de bord, a été développée afin de déterminer qui fait quoi et où.

Le ministère de l'Énergie et de l'Eau a présenté un aperçu de l'état du secteur national des eaux usées, fondé sur des visites de terrain effectuées dans des stations d'épuration des eaux usées opérationnelles ainsi que dans des stations de pompage à travers le Liban.

Points clés :

- Un rapport sur l'état du secteur et une feuille de route pour la durabilité sont en cours d'élaboration dans le cadre du Programme de réforme du secteur de l'eau et font encore l'objet de consultations avec les parties prenantes.
- De nombreuses stations d'épuration des eaux usées sont conçues pour un traitement secondaire mais fonctionnent actuellement au niveau de traitement préliminaire, principalement en raison de :
 - Coûts élevés d'électricité et de fonctionnement
 - Ressources humaines limitées et insuffisamment rémunérées
 - Réseaux d'assainissement incomplets
 - Défis liés au traitement et à l'élimination des boues
- Les volumes entrants dans les stations d'épuration des eaux usées restent nettement inférieurs à la capacité prévue, notamment en raison de la couverture limitée des réseaux.
- Les stations d'épuration des eaux usées situées à l'intérieur des terres fonctionnent généralement au niveau de traitement secondaire, tandis que les stations côtières opèrent majoritairement au niveau de traitement préliminaire.
- Globalement, moins de 50 % de la capacité de conception pour le traitement des eaux usées est actuellement utilisée.

Principaux défis identifiés :

- Coûts énergétiques élevés et dépendance au carburant
- Pénurie de personnel, manque de formations certifiées et contraintes salariales
- Faible niveau de numérisation (SCADA) et maintenance préventive limitée
- Lacunes dans la gestion des boues et la conformité environnementale
- Tarifs bas, faibles recettes et répartition floue entre les services d'eau potable et d'assainissement
- Chevauchement des mandats au niveau municipal malgré un cadre juridique clair

Priorités et orientations proposées :

- Optimiser les stations d'épuration des eaux usées existantes afin qu'elles fonctionnent au niveau de traitement prévu dans leur conception.
- Étendre et réhabiliter les réseaux d'assainissement afin d'augmenter les volumes entrants.
- Clarifier la responsabilité des réseaux d'assainissement sous la gestion des établissements des eaux.
- Renforcer la formation, la certification et la transformation numérique.
- Améliorer la gestion des boues en coordination avec le ministère de l'Environnement.

Aperçu des investissements :

- Investissements supplémentaires nécessaires (approximatifs)
 - Sud : 70 millions de dollars US
 - Nord : 100 millions de dollars US
 - Beyrouth et Mont-Liban : 82 millions de dollars US
 - Békaa : 50 millions de dollars US
- L'investissement total dans le secteur des eaux usées est estimé à environ 2 milliards de dollars US sur une période d'environ 30 ans.
- Les projets prioritaires incluent l'extension du bassin de Tripoli, les améliorations de Ghadir, le comblement des lacunes de couverture côtière et l'extension du réseau.

Modalité de gestion (proposition – non définitive)

- Maintenir les services d'assainissement comme une responsabilité du secteur public, avec l'appui d'une équipe de conseil technique au sein de chaque établissement des eaux.
- Rôle de conseil pour soutenir la planification, l'efficacité et la durabilité, sans pouvoir décisionnel.

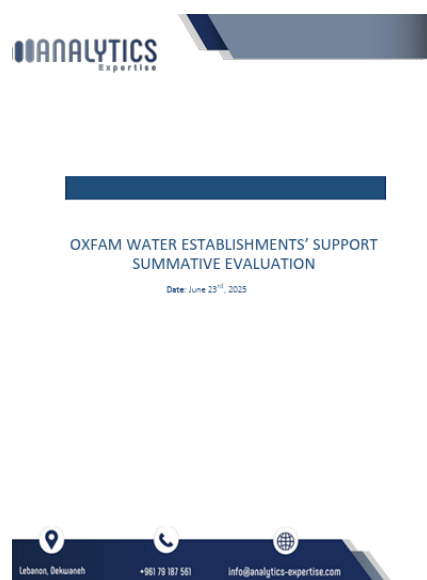
Actualités du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

La structure de coordination du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène a été modifiée pour 2026 ; les groupes thématiques ont été réorganisés et regroupés en six groupes de travail dirigés par le ministère de l'Énergie et de l'Eau. L'UNICEF met progressivement fin au niveau de coordination sous-national pour la composante stabilisation d'ici mars 2026 ; il continuera toutefois d'assurer la coordination au niveau national aux côtés du ministère de l'Énergie et de l'Eau et de World Vision. Les partenaires ont sélectionné leur groupe thématique d'intérêt et les réunions seront lancées prochainement.

Dernières publications

Plus de publications sur LEWAP et la [base de données](#) pS-Eau. Pour partager une publication, envoyez-la par mail à contact@lewap.org.

Évaluation sommative du soutien d'Oxfam aux établissements des eaux

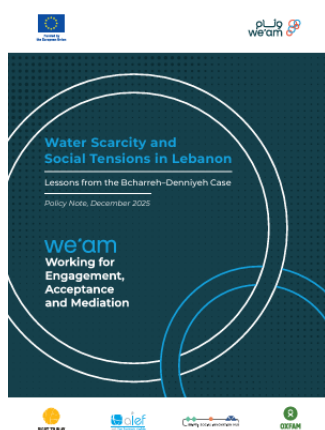


Ce rapport présente une évaluation sommative du soutien apporté par Oxfam aux établissements des eaux régionaux du Liban au cours de la dernière décennie. Dans un contexte marqué par une grave crise économique, des conflits et une fragilité institutionnelle, les interventions d'Oxfam en matière d'infrastructures, de renforcement des capacités et de réponse d'urgence se sont révélées à la fois hautement pertinentes et efficaces.

L'organisation a joué un rôle pionnier dans le secteur, en introduisant des initiatives stratégiques telles que la solarisation avant 2019, qui se sont avérées essentielles lors de la crise énergétique (et plus largement économique) ainsi que durant la guerre qui ont suivi.

Pour accéder le rapport, visitez le [lien](#)

Rareté de l'eau et tensions sociales au Liban : enseignements tirés de l'étude de cas de Bcharreh–Denniyeh, Note de politique publique – décembre 2025



Le Liban a toujours été connu pour la disponibilité de ses ressources en eau. Cependant, une mauvaise gestion systémique, les conflits, les crises climatiques, les ingérences politiques et la négligence institutionnelle ont plongé le pays dans l'une des crises de l'eau les plus graves de son histoire moderne. Cette crise trouve son origine dans une gouvernance fragmentée, des marchés de l'eau informels, monopolisés et non réglementés, ainsi que dans des infrastructures en dégradation.

Le différend entre Bcharreh et Dennyeh illustre comment la rareté des ressources, lorsqu'elle n'est pas gérée, peut se transformer en conflit. Ce qui a commencé il y a plus d'une décennie comme un différend sur la propriété de Qornet el-Saouda – une source essentielle pour la recharge des eaux souterraines du nord du Liban et pour les moyens de subsistance pastoraux – s'est transformé en cycles de violence et de tensions confessionnelles.

Le cas de Bcharreh–Dennyeh n'est pas une anomalie isolée, mais plutôt un aperçu d'une tendance nationale croissante à mesure que les pénuries d'eau s'intensifient dans plusieurs régions. Ainsi, la crise de l'eau au Liban ne concerne pas uniquement la rareté des ressources : elle est avant tout une question de gouvernance. Sans une intervention crédible de l'État et des cadres de gestion participatifs, la compétition autour des ressources continuera d'éroder la cohésion sociale et de menacer la stabilité à long terme.

Pour en savoir plus sur cette note de politique publique, veuillez consulter le lien [ici](#).

Plan national d'adaptation du Liban – stratégie et feuille de route 2025



Le Plan national d'adaptation fournit un cadre stratégique pour la réponse du Liban au changement climatique. Il définit la vision du pays pour un avenir résilient face au climat et présente un ensemble cohérent d'objectifs, de résultats et d'interventions visant à réduire les risques climatiques et à renforcer les capacités d'adaptation dans les secteurs prioritaires et les systèmes facilitateurs.

Le Plan national d'adaptation s'aligne sur les engagements internationaux du Liban dans le cadre de l'Accord de Paris, des Objectifs de développement durable, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF) et d'autres cadres mondiaux. Il s'appuie sur une base solide de stratégies nationales, notamment la Stratégie nationale du secteur de l'eau (2024–2035), la Stratégie nationale de l'agriculture (2020–2025),

les Orientations stratégiques du ministère de l'Agriculture (2025–2026), la Stratégie nationale de gestion des feux de forêt (2024), la Stratégie nationale et plan d'action pour la biodiversité (2025–2030), la Stratégie nationale de santé du Liban : Vision 2030, la Vision 2035 du ministère du Tourisme, ainsi que la Vision économique du Liban.

Par ailleurs, le Plan national d'adaptation reconnaît que les crises multiples auxquelles le Liban est confronté – notamment l'effondrement économique, les contraintes de gouvernance et les pressions liées à l'accueil des réfugiés – influencent à la fois la faisabilité et l'urgence des actions d'adaptation. Le Plan national d'adaptation propose ainsi un cadre intégré qui combine une orientation stratégique avec une feuille de route pratique pour financer, mettre en œuvre et suivre les actions d'adaptation sur la période 2025–2035. Pour en savoir plus sur le rapport, consultez le lien [ici](#).

Liban – Aperçu climatique 2025 : évaluation des précipitations et du stress de la végétation (novembre 2024 – juin 2025)

Lebanon Climate Snapshot 2025

Assessing Rainfall and Vegetation Stress: November 2024 – June 2025



World Food Programme



Food and Agriculture Organization of the United Nations



LEBANON FOOD SECURITY & AGRICULTURE SECTOR



Lebanese Republic Ministry of Agriculture

Lebanon

August 2025



Le Liban a connu des conditions climatiques arides durant la saison des pluies de novembre 2024 à mars 2025, une situation qui s'est poursuivie tout au long du printemps, avec des déficits pluviométriques généralisés et un stress de la végétation dans les zones agricoles pluviales. Le PAM (WFP), la FAO et l'équipe d'analyse sectorielle du secteur de la sécurité alimentaire et de l'agriculture au

Liban, avec l'aval du ministère de l'Agriculture, ont élaboré une note qui présente un aperçu de la situation des précipitations et de l'état de la végétation durant cette période, en comparaison avec la moyenne saisonnière à long terme (1991–2020), ainsi qu'une analyse de ses effets sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Ce document ne constitue pas une carte officielle de la sécheresse au Liban. Cette analyse vise plutôt à identifier les zones susceptibles de subir des conditions de

sécheresse, à orienter les vérifications de terrain et les consultations communautaires, et à contribuer à la planification d'actions précoces.

Pour accéder à la note, consultez le lien [ici](#).

Le secteur des eaux usées au Liban : une voie vers le développement et la durabilité – Nadim Farajalla

Le secteur des eaux usées au Liban fait depuis longtemps l'objet d'examens et de critiques, ses insuffisances se reflétant directement dans la dégradation des ressources hydriques du pays. Dr Nadim Farajalla analyse le secteur des eaux usées au Liban, en retraçant ses faiblesses institutionnelles et financières de longue date ainsi que l'impact sévère de la crise économique de 2019. Il met en lumière les récents efforts de redressement qui ont permis de restaurer une partie de la capacité de traitement du secteur, tout en soulignant la nécessité de réformes structurelles, d'un financement durable et d'une gouvernance renforcée afin de transformer la gestion des eaux usées en un levier pour la santé publique et la protection de l'environnement.

Pour en savoir plus sur les analyses du Dr Farajalla, consultez le lien [ici](#).

Prochains événements au Liban – la date et les informations complémentaires seront envoyées par mail.

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :



<https://www.facebook.com/LEWAP2017>



<https://www.linkedin.com/in/lebanese-water-actors-platform-29ab19298/>

Cette newsletter est publiée par LEWAP, plateforme d'échanges créée à l'initiative du pS-Eau, et soutenue par l'agence de l'eau Rhône méditerranée et corse, l'agence française de développement et l'union européenne.

Contribuez à la newsletter LEWAP !

Cette newsletter a été publiée afin de vous tenir informé des actualités du secteur de l'eau au Liban. La newsletter peut s'enrichir de vos contributions

N'hésitez pas à nous communiquer toute information susceptible d'intéresser les autres membres du réseau : contact@lewap.org

